



VLB

1

N°3 Septembre 2020

MAGAZINE DU SYNDICAT MIXTE
D'AMÉNAGEMENT DE LA VALLÉE DU LOT
ET DES BASTIDES EN LOT-ET-GARONNE

À LA UNE

Pays en direct, les nouvelles solidarités producteur-consommateur.

ÇA BOUGE !

De la terre à la table à la Maison Forte.

L'ENTRETIEN

Jorg Muller :
Ce que le confinement a changé.

Contrat de dynamisation et de cohésion territoriale, la Région au service des territoires

Sur la période 2019–2022, le contrat de dynamisation et de cohésion territoriale de la Région Nouvelle-Aquitaine soutient un programme pluriannuel d'actions, porté par le Pays de la Vallée du Lot et Bastides.

Issus d'une réflexion engagée dès 2016 suivant la mise en place de la Région Nouvelle-Aquitaine (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes), les contrats de dynamisation et de cohésion territoriale se fixent pour objectifs de renforcer l'attractivité des territoires en y développant l'activité économique et en corrigeant les déséquilibres entre territoires urbains et ruraux. À l'échelle de la Région, 52 territoires de projets ont vu le jour pour accompagner les mutations économiques, favoriser une ruralité ouverte (numérique, transports) et vivante (patrimoine, urbanisme, environnement). Signé en juin 2019, le contrat de dynamisation et de cohésion territoriale du Pays de la Vallée du Lot et des Bastides s'est déjà concrétisé par de nombreux projets (voir carte ci-dessous). Il est également prévu dans le cadre du contrat, un soutien en ingénierie pour les territoires qui en ont le plus besoin, afin d'accélérer la faisabilité et la mise en œuvre des projets inscrits. Parmi les ressources à mobiliser deux enjeux ont été soulevés : la question de l'insertion et de l'emploi-formation à l'échelle de la Vallée du Lot et le soutien aux dynamiques de revitalisation du commerce, de l'artisanat et de l'activité touristique.

Le contrat de territoire en quelques chiffres :

Total investi : 26 M€

Subvention régionale : 5,3 M€

Subvention du Conseil Départemental : 1 M€





La crise du Covid a bouleversé les trois lois immuables qui gouvernaient jusque-là nos manières de vivre tant en ville qu'à la campagne. Dans ce numéro, nous vous invitons à saisir au vol ce qui a changé pour le mieux à travers des initiatives innovantes et inspirantes.



EDITO

La crise du COVID n'a pas seulement des conséquences économiques, elle interroge notre façon de vivre et de vivre ou non ensemble. Au fond une question se pose : peut-on parier toutes nos économies sur les seules lois du grand nombre (production, consommation, distribution et médias de masse), des grandes distances et de la numérisation tous azimuts. Ces trois lois données pour immuables viennent d'être sérieusement remises en cause au profit d'un goût retrouvé pour le bon sens, la proximité, le vivre ensemble. Comme une occasion unique, avec la question écologique en tête, d'accélérer cette fois dans le bon sens, les mutations et transitions nécessaires.

En tant qu'individus, nous avons bien sûr tous été prompts à reprendre nos habitudes d'avant, se déplacer, faire les courses le week-end, aller au restaurant... Mais aucun d'entre nous ne peut faire comme si rien ne s'était passé. Dans ce numéro, nous avons voulu saisir in vivo ce qui a changé dans nos manières de penser, de consommer, d'habiter la ville ou la campagne.

Les initiatives auxquelles nous rendons hommage dans ces pages, de la boutique de producteurs Pays en Direct, au projet coopératif alimentaire de la Maison Forte en passant par l'étude du CREDOC sur les comportements des consommateurs durant la crise sanitaire ; ces initiatives ont toutes pour point commun de nous interroger sur nos habitudes et nos automatismes. Elles nous tendent le bon côté de notre miroir, celui qui nous redonne un peu confiance en l'avenir - le nôtre et celui de nos territoires ruraux -. Et si en plus cet avenir nous encourage à un peu plus de discernement que demander de plus...

Une bonne lecture et de bonnes résolutions

Christophe Thiebault,
Directeur du SMAVLOT 47

SOMMAIRE

4-5

Elles/ils l'ont fait : Pays en direct à Villeréal, redécouvrir la production locale

Ça bouge : De la terre à la table à la Maison Forte de Monbalen

6

7

Comment ça marche : Restaurer les continuités écologiques

Entretien : Jorg Muller, chargé d'études au Crédoc

8-9





Boutique associative, Pays en direct a été créé par 5 agriculteurs/éleveurs du villeréalais (de gauche à droite), Benjamin FRACHISSE, Sandrine JACQUET, Marie-Christine et Jean-Marie DEBLACHE, Sébastien DOUMERGUE et Patrick CROZAT

Le confinement fait redécouvrir les productions locales

À Villeréal, la boutique de producteurs lancée en 2016 n'a cessé de voir son affluence augmenter, même avant la crise sanitaire. Sa réussite, elle la doit autant à ses produits qu'à la volonté de l'association de rester au service des producteurs et de leur développement.

Égaillée par les dessins d'artistes locaux, la vitrine du magasin de producteurs «Pays en direct» affiche fièrement sa différence. Sur la porte d'entrée, un petit panneau rappelle le soutien du programme européen Leader. «Ici, ce n'est pas comme au supermarché», rappelle en souriant Marion. Avec sa collègue Véronique, elles assurent toutes deux la permanence de 9 h à 18 h avec une pause le midi. Visite guidée : à gauche en entrant, le grand rayon des produits transformés par les quelques 50 producteurs adhérents donne le ton. Foies gras, pâtés, confitures ou confits, mais aussi thés, tisanes et même préparations cosmétiques naturelles, le choix est large, tout comme au rayon vin. Un peu plus loin, viandes, charcuteries et produits laitiers en direct de la ferme sont bien à l'abri dans leurs armoires

réfrigérées. Le centre de la boutique est quant à lui occupé par un rayon fruits et légumes livrés souvent le matin même par les producteurs.

«Quand nous nous sommes lancés en 2015, nous nous sommes fixés deux règles simples, l'égalité des producteurs et l'équité des prix», résume Benjamin Frachisse, éleveur et l'un des fondateurs de l'association Pays en direct. En boutique, cette volonté d'égalité se concrétise par une tête de gondole dédiée au producteur de la quinzaine. Et c'est chacun son tour. «L'association ne se résume pas à la boutique. Notre rôle, c'est aussi de favoriser les rencontres entre producteurs et de contribuer à la visibilité de leur travail», ajoute Marie-Christine Deblache, elle aussi parmi les fondatrices.



À Villeréal et aux alentours, le concept plait. En 4 ans, le chiffre d'affaires a progressé de plus de 50 % pour dépasser en 2019 les 200 000 euros par an. Avec le confinement, la fréquentation a incontestablement augmenté, et avec elle, les résultats anticipés pour 2020. «C'est une nouvelle clientèle, à laquelle il faut souvent rappeler qu'un magasin de producteur ne vend que les produits des producteurs, et en fonction de la saison», glisse Marion avec un sourire. Et la clientèle concernée ne se limite pas aux touristes urbains en période estivale. Dès le printemps, une clientèle locale à la recherche d'autres modes de consommation a découvert ou redécouvert la boutique, et pourrait venir gonfler la clientèle d'habitues de la période hivernale.

« La Covid-19 a boosté le travail en réseau »

Pouvez-vous préciser le rôle que joue « Pays en direct » vis-à-vis de ses producteurs adhérents ?

Benjamin Frachisse : La boutique est ce que voient les consommateurs, et plus sa notoriété est forte, plus cela sert l'objectif que nous nous sommes fixé en toile de fond, conforter la production locale, créer du lien et accompagner l'évolution de nos métiers. Si vous regardez attentivement les rayons de la boutique, vous verrez que nous consacrons une part importante de l'espace de vente aux produits transformés. Ce n'est pas un hasard. Pour la majorité des producteurs adhérents, la transformation est un axe stratégique de développement. Et ce qui tombe bien, c'est que cela répond aussi aux goûts de la clientèle qui veut toujours acheter des produits alimentaires transformés, mais dont elle connaît l'origine.

Quelles leçons tirez-vous de la période que nous venons de vivre ?

B. F. : Durant le confinement, il y a eu beaucoup d'entraide et de travail en réseau entre les producteurs. La Covid-19 a montré que l'on pouvait bousculer certaines habitudes autant chez les consommateurs qu'entre producteurs. L'idée serait de conserver cette dynamique parce nous savons qu'elle est créatrice d'emploi. J'en reviens aux produits transformés en boutique. Plus nous aurons de pâtes, soupes, conserves, sauces, confitures ou savons fabriqués à proximité, plus nous réaliserons à la fois l'ambition du consommateur et la nôtre : un circuit court qui profite équitablement à tous.



Ouverte du mardi au samedi, la boutique de producteurs Pays en direct se situe à l'un des carrefours les plus passants de Villeréal.



Tous les 15 jours, les produits de l'un des 55 producteurs adhérents sont mis à l'honneur dès l'entrée du magasin.

L'ŒIL DE L'EXPERT



Christophe Thiebault,
Directeur SMAVLOT
Chargé du Contrat de dynamisation de la Vallée du Lot et des Bastides

Pays en Direct est une démarche exemplaire dans sa mise en œuvre, sa maturité, son développement éthique. La question de la confiance par la proximité et l'animation de cette proximité est l'une des clés vertueuses de coopération écoresponsable entre la production, la logistique et la consommation.

- Nombre de producteurs : 55
- Partenaires financiers :



De la terre à la table

La Maison Forte proposera bientôt aux producteurs locaux et aux consommateurs une cuisine professionnelle ouverte pour transformer les produits agricoles.

Renforcer les liens avec le monde agricole est l'une des vocations de la Maison Forte qui se définit comme une fabrique coopérative des transitions rurales. Ce tiers lieu qui élève la culture projet au rang d'un art social lançait en 2018 un jardin pédagogique, puis un potager partagé de 1200 m² auxquels se sont ajoutés la culture de plantes médicinales et un petit verger. Parallèlement, le bar associatif la Guinguette réunit un public nombreux (675 adhérents/convives) autour d'une cuisine de qualité basée sur les produits raisonnés en cycle court issus d'une quinzaine de producteurs locaux.

Riche de ces expériences, soutenue par le cluster ruralité et la délégation numérique de la Région Nouvelle Aquitaine, la Maison Forte s'est lancée un nouveau défi : explorer les différents moyens de contribuer à de nouvelles dynamiques de partage entre producteurs et consommateurs. Parmi les pistes envisagées, une cuisine ouverte ou mobile destinée aux professionnels pour faciliter la transformation des fruits et légumes à la ferme, ou la création sur le site de la Maison Forte d'un atelier de transformation aux normes professionnelles. Dans tous les cas, ce nouvel espace aura pour vocation d'être un lieu de rencontre entre les producteurs et les consommateurs. Il permettra aux uns et aux autres de cuisiner en partage, avec les produits locaux. Soucieuse de préciser toujours au mieux les attentes, les besoins et suggestions de ses adhérents, la Maison Forte a programmé jusque début novembre, une série de rencontres (les Ateliers Populaires) autour des enjeux alimentaires et des micro-projets agricoles.

• Partenaires :



Crédit : Adobe Stock

L'ŒIL DE L'EXPERT

*Christophe Thiebault,
Directeur du Smavlot 47*

Créateur de lien entre les consommateurs et les producteurs en milieu rural, ce projet est aussi très en phase avec les évolutions en cours du monde agricole. Il invite tous les acteurs à sortir de leur zone de confort pour imaginer et mettre en actes de nouvelles solidarités partagées au service du dynamisme économique et culturel des territoires.



Restaurer les continuités écologiques

Sur le Lot et ses affluents, on recense plus d'une vingtaine d'obstacles à l'écoulement des eaux qui ont un effet perturbateur pour le milieu naturel et la reproduction des espaces aquatiques.

Chaussées, seuils, barrages, et même certains ouvrages de protection des berges sont autant d'obstacles à la circulation des espèces piscicoles et au portage des sédiments dans les cours d'eau. Ces obstacles peuvent contribuer au réchauffement des eaux, au développement des algues, à la raréfaction de l'oxygène et ils sont aussi à l'origine de phénomènes d'érosion ou d'enfoncement du lit des rivières. Le Smau 47 s'engage pour la restauration des continuités

écologiques en étroite concertation avec les élus et les riverains. En 2015, le seuil du Saut, sur le Boudouyssou, a ainsi été détruit pour libérer la circulation des sédiments et de la faune aquatique, mais aussi pour réduire le risque d'inondation des propriétés en amont. Plus récemment, des travaux de recharges sédimentaires ont été lancés à Sainte Livrade et Aiguillon pour redonner la dynamique d'écoulement du cours d'eau et favoriser son oxygénation.

- **Chiffre clé : 15 ouvrages à l'étude, dont 5 effacements et 10 réaménagements simples**
- **Partenaires :**



Renaturation du Machefé à Sainte Livrade, août 2020



1 Aiguillon
2 Penne d'Agenais
3 Sainte-Livrade



Aux petits soins pour les pollinisateurs sauvages

En partenariat avec la Région et le Conservatoire des Espaces Naturels, le Smau 47 mobilise tous les acteurs pour préserver l'habitat des pollinisateurs.

Soutenu par la Région, le plan d'actions Lot it Bee a pour ambition de contribuer à la lutte contre la disparition des pollinisateurs sauvages de deux manières: d'une part au moyen de travaux d'aménagement des rivières et des berges et d'autre part en sensibilisant les riverains et agriculteurs. Des clauses techniques particulières seront ainsi ajoutées aux cahiers des charges des travaux rivières, pour favoriser la diversification des habitats des pollinisateurs en bord de rivière

et sur les zones annexes. En partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) de Nouvelle-Aquitaine, le Smau 47 organisera aussi des inventaires participatifs sur 4 sites représentatifs afin de recenser les populations de syrphes et de lépidoptères. Des actions d'information et de sensibilisation sont également prévues, parmi lesquelles l'installation de deux ruches pédagogiques à Monbahus et Casseneuil.

- **Chiffre clé : 84 000 euros de budget sur 3 ans**
- **Partenaires :**



Crédit : Adobe Stock

avec **Jorg Muller**

« Nous quittons l'âge des mégapoles pour celui des territoires »

Chaque année en janvier, le CREDOC se penche sur les opinions et aspirations des Français. Avec la crise sanitaire, cette enquête prend bien sûr un tournant très particulier. Quels sont les principaux enseignements que vous tirez d'une étude qui s'est déroulée en deux temps, avant et après le confinement ?

J'ai le sentiment qu'un certain nombre d'enseignements de cette étude sont déjà perceptibles dans la société, ce qui vient confirmer nos résultats. Sur les derniers mois, vous avez probablement observé autour de vous les signes du regain d'intérêt pour l'immobilier rural ou pour les villes moyennes. Cet intérêt vient autant de retraités aisés souhaitant quitter les grandes villes pour la campagne que de jeunes actifs qui veulent changer de mode de vie après deux mois de confinement. De manière générale, la crise sanitaire que nous sommes en train de vivre a accéléré et consolidé deux tendances déjà fortes dans la société : l'envie de consommer moins, avec en ligne de mire l'impact des activités humaines sur l'environnement, et une volonté de consommer mieux en privilégiant le local.

Les évolutions que vous observez sont-elles passagères ou plus structurelles ?

Pour moi, elles sont incontestablement structurelles. L'après-confinement a mis en évidence des ruptures à plusieurs niveaux. Les Français veulent passer plus de temps en famille là où ils privilégiaient avant la réussite professionnelle. Ils veulent ralentir le rythme et penser plus à leur bien-être. Et c'est d'ailleurs tout ce qui fait l'attrait renouvelé de la ruralité à condition que celle-ci sache s'adapter, notamment en termes d'accès au numérique. De manière plus inattendue, les Français interrogés se déclarent aussi prêts à payer plus cher et à consommer moins, mais mieux. En d'autres termes, le « consommer local » n'a plus rien d'un vœu pieux. Il correspond à une volonté de « démondialisation » qui traduit une double prise de conscience, celles des impacts sur l'environnement, mais aussi sur l'économie et l'emploi. Pour la première fois en effet, et c'est l'un des changements majeurs liés à la crise de la Covid-19, les Français n'opposent plus la fin du monde et la fin du mois. Ils veulent désormais avancer sur les deux sujets en même temps, et attendent des industriels et des pouvoirs publics qu'ils fassent de même.



Crédit : Adobe Stock

BIOGRAPHIE

Jorg Muller est porte-parole et chargé d'études et de recherches au Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC)

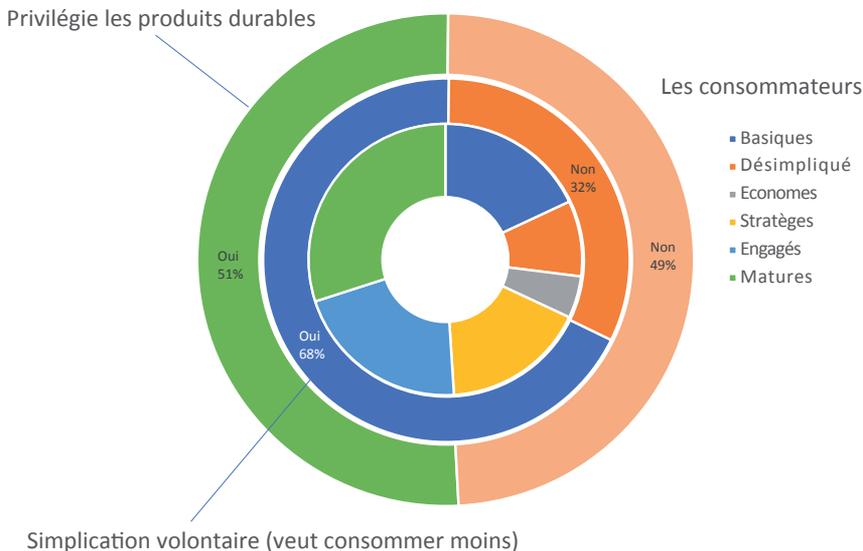
« L'ère du chacun pour soi est finie. Les grandes métropoles vont devoir plus encore qu'aujourd'hui penser l'avenir avec les collectivités rurales et les villes moyennes qui les entourent. »

Quelles leçons peuvent en tirer les communautés rurales ?

Comme je l'indiquais précédemment, il faut prendre conscience que l'on est face à une transformation structurelle de grande ampleur. L'expérience du confinement, traumatisante pour certains, ne fait que précipiter des évolutions initiées en réponse à la crise financière de 2008 et accélérées par l'accumulation des conséquences visibles du changement climatique. Ce qui change fondamentalement, c'est la place de la ruralité. Je dirais que l'ère du chacun pour soi est finie. Les grandes métropoles vont devoir plus encore qu'aujourd'hui penser l'avenir avec les collectivités rurales et les villes moyennes qui les entourent. Nous quittons l'âge des mégapoles pour celui des territoires où se joueront, entre zones rurales et villes moyennes, la relocalisation de la production agricole et industrielle ainsi que l'invention d'une nouvelle manière de vivre en société. Ce faisant, il faudra se garder des idées toutes faites. Par exemple, les jeunes actifs de la nouvelle économie qui viennent à la campagne ne veulent pas forcément y transplanter le modèle des startups numériques associé à la mondialisation. Une majorité pense en réalité changer de vie et s'impliquer dans la redynamisation agricole, industrielle et commerciale du territoire ou participer à la revitalisation de l'artisanat local.

Une majorité de français veut consommer moins et durable

Privilégie les produits durables



Source : Opinions et aspirations des français 2020, © CREDOC

Nouvel appel à projets du Cluster Ruralités

Lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine en partenariat avec La Poste et la Caisse des Dépôts et Consignations, le Cluster Ruralités a déjà accompagné plus de 160 projets collaboratifs innovants dans les territoires sur des thèmes aussi divers que la santé, le numérique, le développement économique local, la mobilité et la formation. Un nouvel appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 1er août et jusqu'au 31 décembre 2020 afin de soutenir les projets innovants dans un contexte Post-Covid.

Plus d'information auprès de l'Unité d'appui territorial, Pôle DATAR

· par e-mail : mission.ruralite@nouvelle-aquitaine.fr

Sortir des pesticides

La région Nouvelle-Aquitaine et l'agence de l'eau Adour-Garonne lancent un appel à manifestation d'intérêt visant des solutions innovantes en matière de réduction d'usage des pesticides. Les organisations professionnelles ou agriculteurs de la région intéressés devront s'engager à réduire d'au moins 50 % les volumes d'utilisation des produits phytopharmaceutiques par rapport à la moyenne des trois dernières années sans simplification des systèmes de culture. En contrepartie, ils recevront à l'issue des 3 ans une certification Haute Valeur Environnementale (HVE).

Plus d'information auprès de la Direction de l'agriculture, des IAA et de la pêche de la Région Nouvelle-Aquitaine

· par e-mail : eau@nouvelle-aquitaine.fr

Répondre à la crise

Piloté par la Préfecture de Région au nom de l'État et financé par le Fonds Social Européen, cet appel à projets communs en partenariat avec les départements et les structures régionales d'insertion vise à accompagner les réponses à la crise des entreprises, branches professionnelles et acteurs de l'emploi, de l'action sociale et de l'insertion professionnelle. Ouvert jusqu'au 31 décembre 2020, cet appel à projets gravite autour de trois chantiers prioritaires : l'accompagnement vers l'emploi, notamment pour les jeunes diplômés frappés de plein fouet par la crise, la lutte contre la pauvreté et la fracture numérique, le maintien de l'emploi par la formation pour anticiper les mutations ou sécuriser les parcours professionnels.

Plus d'information auprès du Fonds Social Européen

· Site internet : www.fse.gouv.fr

AGENDA

● 17 NOVEMBRE 2020

Le Comité de Pilotage du contrat de dynamisation et de cohésion territoriale de la Vallée du Lot et des Bastides se réunira le 17 Novembre après-midi à l'invitation du SMAVLOT 47 et du pôle DATAR de la Région Nouvelle Aquitaine. Il s'agira de faire un état des lieux à mi-chemin de l'avancée du programme d'action et des projets structurants sur le territoire. Un point sera également fait sur l'appui en ingénierie de la Région autour des enjeux essentiels de l'emploi-formation et de la redynamisation des centres-bourgs.

● 01 & 10 DECEMBRE 2020

Tous les délégués du SMAVLOT ayant été désignés au titre des deux pôles « rivières » et « territoires » le Comité syndical est désormais constitué ainsi que son bureau dont les membres ont été reconduits et renouvelés pour partie. Nous tenons à la disposition des élus communaux la liste complète des délégués, membres et vice-présidents du bureau.

À noter que les délibérations en Comité Syndical concernant les orientations budgétaires auront lieu le 10 Décembre 2020 après que le Bureau ait lui-même fixé les grandes lignes de ces orientations sur la base du Bilan et des projets en cours en date du 01 Décembre.





Chers présidents, collègues, élus, délégués,

La crise sanitaire que nous traversons encore porte de nombreux enseignements. Elle rappelle d'abord le caractère indispensable de la solidarité. Quel que soit le projet, c'est souvent la combinaison des énergies publiques et privées qui en fait le succès. Les exemples sont nombreux, jusque dans ces pages. Cette période nous invite aussi à prendre le temps, ou plus exactement à ne pas confondre vitesse et précipitation. Elle nous oblige à réfléchir simplifier, réutiliser, retrouver et faire confiance.

C'est dans ces circonstances qu'une structure telle que le Smavlot 47 montre tout son potentiel. Elle permet aux élus d'aller à l'essentiel, de capitaliser sur les expertises et sur les initiatives qui fonctionnent. La solidarité et la confiance, cela veut par exemple dire ne pas chercher à dupliquer ce qui a déjà été fait, mais plutôt différencier, jouer des synergies et des mobilités sur le territoire pour renforcer ce qui existe. Parce que nous sommes plus forts ensemble, l'on peut ensemble trouver plus rapidement les réponses dont ont besoin les habitants et les entreprises du territoire.

Cette crise, en définitive, nous a rappelé à tous la dimension humaine et sociale de notre action d'élu, et de l'action de tous les techniciens, partenaires privés et publics qui s'engagent avec nous. Ce que nous avons su faire pour répondre rapidement aux besoins des professionnels de santé sur le territoire, nous aurons à le faire demain pour préparer ensemble un budget 2021 que nous voulons marqué par la solidarité, la confiance, le travail partagé, pour continuer à avancer au service du territoire et de ses habitants.

Bonne lecture à tous

Michel Masset,

*Président de la Communauté de Communes Confluent et coteaux de Prayssas,
Président de Valorizon, membre du bureau du SMAVLOT 47*

PROCHAIN NUMÉRO EN DÉCEMBRE 2020



Elles/Ils l'ont fait :

Tiers lieux, les tisseurs de lien

Ça bouge :

BD et randonnée, toute une aventure !

L'entretien :

Céline Domengie, artiste et enseignante en Lot-et-Garonne, commente les enjeux du maintien de la mémoire et des cultures locales à travers les actions et les dispositifs artistiques.

VLB 47 – Vallée du Lot et Bastides 47 est une publication trimestrielle gratuite éditée par le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée du Lot (SMAVLOT 47). Son siège social est situé rue Gabriel Charretier à Castelmoron-sur-Lot (47260).

Directeur de la Publication : Bernard Barrau, Directeur délégué : Christophe Thiébault. Rédacteur en chef : Paul Philipon-Dollet.

Assistante d'édition : Christine Messerli. Réalisation : Art-Média.

Ont collaboré à la conception et à la rédaction du numéro : Sylvain Chaumeron, Avril Cantin, Charlotte Rousseau, Philippe Delmas, Damien Crabanat, Pierre Fougeyrollas. Artiste invitée : Céline Domengie.

Imprimé en France par Imprimerie Graphique Sud (IGS) à Boé (47550). Dépôt légal Septembre 2020 – ISSN en cours.

